

SOMMAIRE

1- CONDITIONS

PLUVIOMETRIQUES ET IMPACT
SUR LA PRODUCTION AGRICOLE

2- DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET

APPROVISIONNEMENT DES

MARCHES

3- ACCES AUX ALIMENTS

4- UTILISATION

5- INTERVENTIONS DES

PARTENAIRES ET PERSPECTIVES

AGRICOLES

Résumé de la situation alimentaire

Les conditions de sécurité alimentaire des ménages pauvres et très pauvres du département de l'Ouest ne cessent de se dégrader au cours du dernier trimestre de l'année 2022, en raison d'une combinaison de facteurs, notamment l'inflation, l'insécurité, la hausse du taux de change, la faible production de la campagne agricole d'automne et la rareté du carburant.

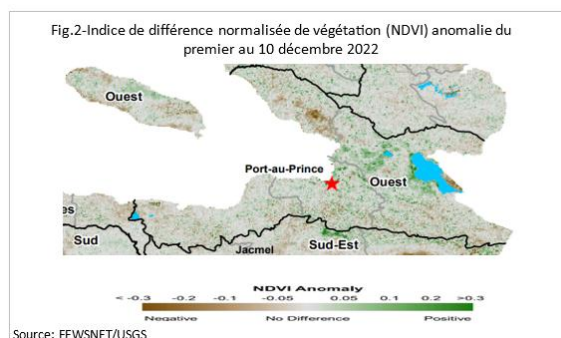
L'ensemble de ces facteurs affecte négativement les deux principaux piliers de la sécurité alimentaire. La disponibilité et l'accessibilité aux biens alimentaires.

Bien que la situation hydrométéorologique du département ait été plutôt favorable au cours de la période d'octobre à décembre 2022, les exploitants agricoles ont emblavé moins de superficies par rapport à l'année de 2021. Ceci est la conséquence des pertes de récoltes élevées au cours des précédentes campagnes notamment celle d'automne. En outre, les ménages ont un accès restreint aux soins de santé adéquat, à l'eau potable et aux services d'assainissement dans un contexte marqué par la résurgence de l'épidémie de choléra dans le département au cours du mois d'octobre 2022.

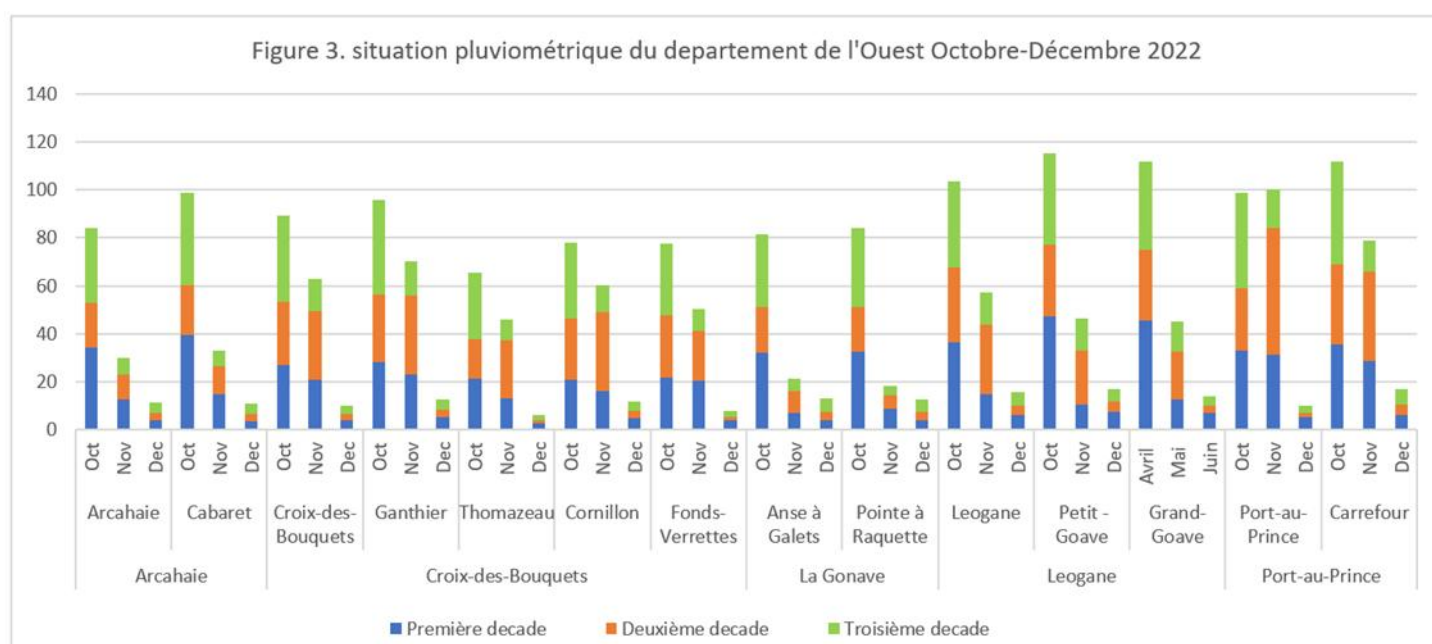
Par rapport à la situation de crise multidimensionnelle que traverse le pays, en particulier le département, de l'Ouest, il y a lieu de s'attendre à une augmentation du nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les prochains jours si des mesures adéquates ne sont pas prises. Rappelons au passage que pour la période allant de septembre 2022 jusqu'au mois de février 2023, 4.7 millions de personnes sont confrontées à des niveaux aigus d'insécurité alimentaire dont plus de 19 000 sont estimées en situation de catastrophe, particulièrement à Cité Soleil (CNSA, IPC 2022).

CONDITIONS PLUVIOMETRIQUES ET IMPACT SUR LA PRODUCTION AGRICOLE

L'indice de différence normalisé de végétation (NDVI) observé pour la première décennie du mois de décembre 2022 (figure 2.) montre un niveau de végétation plus ou moins proche de la normale. Les données satellitaires de précipitation observées au cours du dernier trimestre de l'année 2022 (figure.3), croisées avec celles enregistrées sur le terrain confirment qu'à cette période que presque toutes les communes du département ont reçu une pluviométrie autour de la moyenne et bien répartie. Exception faite pour les communes de Croix-des-Bouquets, de Thomazeau, de Gantier et de l'île de la Gonâve où de faibles pluies éparées ont été enregistrées au cours de cette période.



S'il est vrai que les conditions agro écologiques étaient globalement favorables (figure.3) pour la mise en place des cultures, on a pourtant observé une baisse de la superficie emblavée à cause, entre autres, du manque de moyens des agriculteurs pour acquérir les intrants agricoles qui coutent de plus en chers.



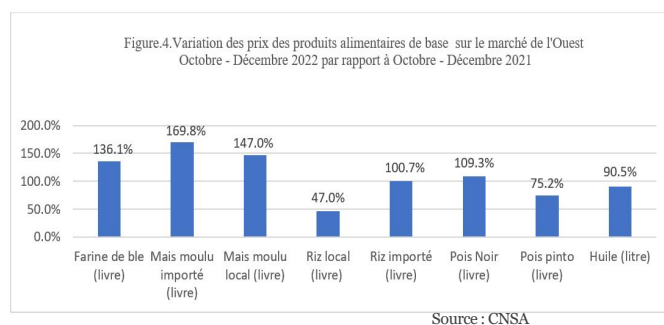
Sources : CNSA d'après PAM

DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS

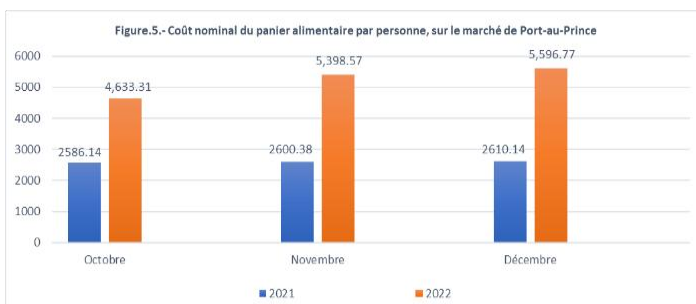
L'offre alimentaire, comparativement à la même période de l'année dernière, a subi une baisse significative. Cette diminution de l'offre est due d'une part, à la perte substantielle des récoltes des campagnes de printemps et d'automne de cette année et d'autre part, à la perturbation des circuits de distributions des produits à cause des troubles socio-politiques et de l'insécurité. En dépit de ces conditions, la prédominance des produits importés assurent un certain équilibre dans la disponibilité alimentaire. Au cours des mois d'octobre et décembre 2022, les marchés ont majoritairement bien fonctionné, à l'exception de ceux de la Croix-des-Bossales et de la Croix-des-Bouquets qui sont strictement contrôlés par des gangs armés.

ACCES AUX ALIMENTS

Les prix des principaux produits de consommation alimentaire poursuivent leur hausse sur les différents marchés de l'Ouest. Cette inflation galopante jointe aux problèmes de l'insécurité et le manque d'emploi salarié affectent dans une large mesure l'accès alimentaire des ménages pauvres et très pauvres. En effet, au cours du dernier trimestre de l'année 2022, les prix des produits alimentaires de base ont nettement augmenté par rapport à celui de 2021 (figure 4), en particulier, le maïs moulu importé (169.8%), le maïs moulu local (147%), la farine de blé (136.1%), le pois noir (109.3%) et le riz importé (100.7%) qui accusent la plus forte augmentation.



Le coût nominal moyen du panier alimentaire, en décembre 2022 est passé de 5596.77 gourdes pour un individu par mois contre 2610.14 gourdes en décembre 2021 et de 4633.31 en octobre 2022, soit une augmentation de 114.42% en glissement annuel et de 20.80% par rapport à



octobre 2022. Cette hausse continue du coût du panier est causée par un ensemble d'événements tels que la rareté du carburant, la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain et au Peso dominicain et l'insécurité grandissante qui perturbent l'approvisionnement des marchés. Cette situation augmente la vulnérabilité économique des ménages pauvres et très pauvres dont leur approvisionnement alimentaire dépend directement des marchés.

UTILISATION

Le manque de service de base tels que l'eau et l'assainissement a une incidence sur le niveau de vie et sur les conditions de sécurité alimentaire des ménages en particuliers. De plus, dans certaines zones, la défécation se fait encore à l'air libre, cela constitue un facteur de risque majeur pour la santé publique. Vraisemblablement, cette situation est à l'origine de la résurgence du choléra au cours du mois d'octobre 2022.

INTERVENTION DES PARTENAIRES ET PERSPECTIVES AGRICOLES

Entre les mois d'octobre et décembre 2022, 22 partenaires du cluster sécurité alimentaire, dont les Agences des Nations-Unis (PAM, FAO), des ONGs internationales (AVI, MOH, CWW, MI, AVSI, AAH, SCI, GOAL, Plan Int., GVC, COOPI, SI, VIVA RIO) et des ONGs locales comme FOME, MOJDE, AHAAMES, CAPAC, APV, GIRADEL et SIKSE sont intervenus au niveau de certaines communes du département de l'Ouest. Parmi les principales communes touchées, on trouve : Pointe à Raquette, Anse à Galets, Petit-Goâve, Cabaret, Pétion-Ville, Gantier, Croix-des-Bouquets et Carrefour. En termes de support, 176. 968 personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire d'urgence et 14. 393 d'un appui à la résilience, soit au total 191. 361 bénéficiaires.

Les prévisions climatiques présentées par l'UHM montrent que les précipitations attendues pour les mois de janvier et de février 2023 seront autour de la normale. Cependant, les récoltes d'hiver seront probablement insuffisantes en raison de l'accumulation successive des chocs climatiques et des contraintes économiques auxquels les agriculteurs ont confronté au cours des campagnes précédentes. Les ménages les plus vulnérables et les plus marginalisées auront donc de grandes difficultés d'accès à la nourriture. Au regard de cette situation, les programmes d'assistance alimentaire devraient continuer et s'intensifier afin de sauver des vies et le renforcement de la résilience des ménages serait nécessaire pour les aider à maintenir ou reconstruire leurs moyens d'existence. Si des mesures adéquates ne sont pas prises les ménages pauvres et très pauvres resteraient en insécurité alimentaire d'urgence (Phase 4 de l'IPC).